



Synthèse publique de la conférence nationale EnR Entreprises 2024

Consommation énergétique des entreprises : l'opportunité des énergies renouvelables

La 5ème édition de la Conférence EnR Entreprises, organisée par l'Institut Orygeen, sous le haut patronage du ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique et en partenariat avec l'ADEME s'est déroulée le mardi 16 janvier à Paris, Bercy.

La conférence a offert aux participants une meilleure compréhension des solutions énergétiques, des enjeux RSE, du rôle des entreprises ainsi que du rôle de chacun des acteurs sociétaux dans la transition énergétique mondiale. À l'heure actuelle les entreprises disposent des moyens techniques et des outils nécessaires à la transition énergétique. C'est pourquoi les acteurs sociétaux s'accordent pour parler, dorénavant, de transformation énergétique. Ce changement se doit d'être accompagné par chacun des acteurs de l'économie. Un appel au soutien financier et un besoin de refonte de la consommation d'énergie est essentiel pour aller de l'avant.

Cette année encore, la Conférence EnR Entreprises, a remporté un franc succès avec :

- 33 intervenants représentant les entreprises et acteurs engagés dans l'adoption des énergies renouvelables comme, Forvia, Danone, Cristal union, Sanofi, Imerys, la Poste, Plastic Omnium, Axérial, EverWatt, Statkraft, Gloval renewable alliance, ou encore Constellium, Carrefour, STX, Orange, SNCF Energy, Coca Cola Europacific Partners, Amarenco, Imerys...
- 300 participants en présentiel et en distanciel représentant de nombreux secteurs d'activité tels que les industries agroalimentaires ou de la construction, les secteurs du luxe, de l'aviation, de la grande distribution, des télécoms ou encore du divertissement.
- 7 tables rondes organisées autour de discussions favorisant la compréhension des besoins EnR, des enjeux et des solutions à la portée des entreprises.
- 3 keynotes qui nous ont permis de mieux comprendre la responsabilité des entreprises et d'avoir une vue internationale.
- 1 débat entre présidents exclusif sur le rôle d'entraînement de la chaîne de valeur des entreprises.



Ouverture officielle

Constance MARECHAL-DEREU, Cheffe du service de l'industrie, Direction Générale des Entreprises

Le renouveau de la politique industrielle, souligné par Madame Marechal-Dereu, expose que l'efficacité énergétique est le fer de lance d'une politique visionnaire. Un objectif de 30% de réduction de la consommation d'énergie serait atteignable en visant les industries énergivores ainsi qu'en exploitant judicieusement les ressources existantes.

La promotion d'une industrie décarbonée reposant sur des sources d'énergie abondantes et abordables s'impose comme impératif. Le gouvernement investit alors dans les énergies renouvelables et régule le marché pour assurer une compétitivité énergétique durable.

Face à un besoin croissant d'énergie propre, des actions concrètes telles que la décarbonation des sites industriels et le soutien financier aux projets d'énergies renouvelables s'imposent, nécessitant une collaboration étroite entre industriels et fournisseurs d'énergie, en accord avec la réglementation européenne.

Keynote : panorama des EnR dans le monde

Bruce DOUGLAS, Chief Executive Officer Global Renewables Alliance

Pour Bruce Douglas « Les énergies renouvelables sont le moyen le plus rapide de développer la production d'électricité, sans nécessiter de subventions. »

La croissance des énergies renouvelables a été mise en évidence par le rapport de l'IAE, indiquant une augmentation de 50 % de la capacité annuelle installée en 2024. La Chine représente 50 % de cette capacité dont une majorité de solaire, soulignant la nécessité d'une diversification.

L'électricité renouvelable, les carburants renouvelables, ainsi que l'équité d'accès à l'énergie sont les trois axes principaux qui ont été proposés pour atteindre l'objectif susmentionné.

Néanmoins Le besoin d'investissements afin d'atteindre les objectifs est crucial, estimé à dix trillions de dollars d'ici 2030, soit 1,2 trillion par an au cours des sept prochaines années.

On relève comme principaux obstacles à la décarbonation, le financement, les autorisations et la chaîne d'approvisionnement des équipements.

La situation actuelle est caractérisée par un retard qu'il est impératif de rattraper d'ici 2023, en visant une capacité de 400 GW. Les perspectives pour 2050 sont extrêmement positives, incitant à un renforcement des efforts. L'accélération des autorisations, en particulier pour l'éolien, et la numérisation des permis sont également essentielles, tout comme l'engagement dans l'obtention de licences d'exploitation.

Table Ronde : décarbonation des entreprises, quelles sont les solutions et quels critères guident les choix et les priorités ?

Florian BEAUCHET, Regional Lead Western Europe, Strive by STX

Laetitia DELAYE, Head of Corporate Social and Environmental Responsibility Rémy Cointreau

Catherine ATHENES, Vice President Group Sustainability and Public Affairs Europe, Constellium

Lors de cette table ronde trois entreprises ont exposé leurs stratégies de décarbonation. Constellium Aluminium, entreprise Axée sur le recyclage de l'aluminium et son utilisation dans divers secteurs, vise une réduction significative des émissions de CO2 en se concentrant sur le recyclage direct et l'hydrogène vert. De plus ils s'engagent à multiplier les alternatives énergétiques.

Dans un second temps Rémy Cointreau a exposé les stratégies de réduction des émissions de CO2 dans les spiritueux, mettant l'accent sur la décarbonation de la distillation et la transition agricole. L'entreprise explore notamment des alternatives telles que le biogaz et l'énergie solaire. La réduction de l'empreinte carbone liée au transport est également étudiée avec le soutien aux initiatives de transport maritime à voile.

Enfin, STX, important négociant mondial de matières premières environnementales, propose des solutions climatiques pour les entreprises. Cette dernière répond aux besoins des consommateurs tout en réduisant leur empreinte carbone. Il existe différents niveaux d'approche : volontaire, semi-volontaire et réglementaire pour encourager la transition vers des pratiques plus durables. A ces pratiques s'ajoute la mise en place de traçabilité afin d'éviter les fuites carbonées.

Keynote : les dernières nouvelles de la politique européenne en matière d'énergies renouvelables et nouveau market design de l'énergie

Catharina SIKOW, Directrice à la Commission européenne

La directive européenne révisée sur les énergies renouvelables fixe un objectif ambitieux de 45% d'énergies renouvelables d'ici 2030. Pour atteindre cet objectif, l'Union européenne s'est fixé l'objectif de décarboner tous les secteurs, en utilisant les énergies renouvelables et le nucléaire, comme sources d'énergie décarbonées. Catharina Sikow rappelle que malgré des lacunes, le marché de l'énergie fonctionne bien, mais que des révisions sont nécessaires pour stabiliser les prix et accélérer le déploiement des renouvelables. C'est pourquoi la Commission européenne a présenté, en mars 2023 une révision de la conception du marché qui a abouti à un accord en décembre de la même année visant à faire profiter à tous les utilisateurs d'un prix bas et à définir des objectifs concrets. Parmi les principaux : rendre les factures d'énergie moins dépendantes des prix du marché à court terme et à leur volatilité pour inciter les investissements dans les énergies renouvelables, accélérer le déploiement des renouvelables et offrir des solutions de flexibilité et donner plus de pouvoirs aux consommateurs.

Cela implique des efforts pour renforcer la confiance des investisseurs et simplifier les processus d'autorisation.

Table ronde : PPA quelles solutions face au déséquilibre offre/demande

Fadhel LAKHOUA, Directeur Energie, Orange

Laurent BATTOUE, Partner, Watson Farley & Williams

Sarah LAMY DE LA CHAPELLE, Senior Originator, Statkraft

« On assiste à un développement accru du marché des PPA principalement dans l'éolien » comme le déclare Laurent Battoue. De nombreux contrats notamment en Europe de l'Est ont été le fruit ce développement, le tout accompagné d'objectifs de réduction des émissions comme Orange a pu le démontrer avec un objectif de -45% d'émissions d'ici 2040. Néanmoins la complexité des contrat CfD et PPA subsistent créant ainsi une offre inadaptée à la demande. De plus, La demande de financement auprès des banques exige une durée d'achat de 20 ans ce qui représente une barrière supplémentaire surtout du point de vue des plus petits consommateurs. Le contexte Post crise a aussi mené à une montée des prix passant ainsi de 42€/MWh à 75€/MWh.

Les 3 acteurs proposent alors une réduction des prix, une agrégation à des prix raisonnable ainsi qu'une évolution à plus court-terme en accord avec les banques.



Table ronde : comment décarboner la chaleur : disponibilité et compétitivité des différentes solutions

Aude BOUCHERY, Environment Director, Bel

Pierre JAVELLE, Energy Global Lead Buyer Sanofi

Romain ROSSI, Expert Marchés Énergies Energy et durabilité, TEREOS

Cette table ronde dédiée à la décarbonation de la chaleur a permis de recueillir le témoignage de 3 entreprises engagées.

Sanofi a ainsi exposé les objectifs ambitieux de l'entreprise en matière d'énergies renouvelables, visant 100% d'énergies renouvelables d'ici 2030 et la neutralité carbone en 2045. Des projets de géothermie et l'utilisation croissante de biométhane témoignent de cette transition. Sanofi se concentre également sur l'autoproduction et l'électrification maximale de ses processus, avec des investissements importants dans des technologies telles que les pompes à chaleur.

D'un autre côté, l'axe de progrès chez Bell relève de la réduction et de l'optimisation des consommations énergétiques avec la suppression de vapeur, l'amélioration de l'efficacité énergétique à travers des initiatives comme les pompes à chaleur, et la transition vers les énergies renouvelables, avec plusieurs projets de biomasse en cours, tout en veillant à la provenance responsable de la biomasse utilisée.

Dans un dernier temps, a été mis en lumière les défis de réduction des émissions dans le secteur de la chaleur. Dans cette optique TEREOS a fixé un objectif de réduction de 50% des émissions d'ici 2035 sur les scopes 1 et 2. Bien que la biomasse soit considérée comme une option, TEREOS explore diverses solutions, privilégiant l'efficacité énergétique pour atteindre 70% de son objectif de réduction des émissions.

Afin de garantir le succès des solutions susmentionnées, les entreprises font appel aux subventions et définissent le financement comme vecteur clé de succès. La nécessité d'une vision globale du prix de la tonne de CO², un appel à une pérennisation et une vision long terme des prix ont été mis en exergue comme atouts essentiels pour inciter les investissements.

Table ronde exemples concrets de réalisation

Guy-Loup DELESALLE- CCI Ouest Normandie, Président de délégation

Arnaud LALLEMANT- Coca Cola Europacific Partners, Directeur

Hakim DABOUZ- Imerys, PPA Manager for Renewables

Dans cette table ronde, les entreprises ont exposé des projets concrets et ambitieux, témoignant d'un engagement fort en faveur de la transition énergétique,

Coca-Cola Euro-Pacific Partner, représenté par Laurent Lallemand, a affirmé son objectif zéro carbone d'ici 2040, avec une réduction initiale de 25 % de leurs émissions de carbone sur 18 mois dans certaines usines. De son côté, le groupe minier énergétique intensif Imerys s'est engagé à une décarbonation de -42 % sur les scopes 1 et 2 d'ici 2030, ainsi qu'à une réduction de -25 % des émissions de carbone sur toute sa chaîne de valeur, tout en triplant ses actifs renouvelables dans le monde.

Les entreprises ont adopté des solutions adaptatives spécifiques à chaque site, telle que la solution photovoltaïque déployée sur les sites de Coca Cola à Grigny et Toulouse, ou encore le pilote de chaudière bas carbone en Picardie. Le partage des équipements, comme les réseaux de chaleur et les chaudières bas carbone, ainsi que les lignes énergétiques d'EDF énergies renouvelables, favorise la mutualisation des coûts comme démontré à Dunkerque s'exprime Arnaud Lallemand.

Les enjeux économiques des projets en énergies renouvelables ont été soulignés, notamment par l'Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) de la CCI pour le projet de centrale solaire de l'aérodrome de Flers.

Dans ce cas-ci L'autoconsommation énergétique permet la rentabilité des installations ainsi que des bénéfices et des gains majeurs pour les entreprises. D'autres exemples tels que les projets photovoltaïques en Californie et l'utilisation des coques d'arachides déployé par Imerys pour remplacer le charbon ont aussi été mis en lumière comme des solutions énergétiques locale et adaptées.

Les entreprises appellent à un soutien de l'État, soulignant que la transition écologique nécessite une révision profonde des modes de fonctionnement et des investissements significatifs. Des mesures telles que la visibilité sur les prix de l'énergie, un cadre réglementaire stable et des processus administratifs plus courts sont nécessaires pour soutenir les projets privés.

Table ronde : accélération de l'autoconsommation, faut-il craindre un goulot d'étranglement dans la disponibilité de l'offre ?

Damien AUDRIC, Head of environmental sustainability and land development Disneyland Paris.

Nicolas SANTOS, chargé de développement Groupe GPA.

Guillaume AYNE, Directeur du développement Groupe Everwatt.

Les entreprises disposent désormais d'outils pour décarboner leurs opérations, comprenant la sobriété énergétique et les contrats d'achat d'électricité (corporate PPA), auxquels s'ajoute l'électricité décarbonée produite via l'autoconsommation.

La France observe une forte dynamique dans l'autoconsommation, avec un tiers des nouvelles installations solaires raccordées en 2023. Cette tendance est stimulée par le rattrapage d'autres pays européens, mais aussi par l'évolution des attentes des consommateurs.

De nombreuses entreprises se fixent des objectifs ambitieux de réduction des émissions de CO2, en particulier dans les scopes 1 et 2 de leur bilan carbone, le défi est accentué par les exigences du Décret tertiaire, bien plus strictes. L'autoconsommation émerge comme une solution pour ces grands groupes.

Cependant, le financement bancaire pour de tels projets est limité, principalement en raison du manque de sécurisation lié aux soutiens traditionnels. Malgré cela, l'assouplissement progressif du cadre réglementaire, notamment avec l'autoconsommation collective étendue, offre de nouvelles perspectives.

Les acteurs du secteur recherchent encore des modèles d'autoconsommation systématisables pour une mise en œuvre à plus grande échelle. La mutualisation des infrastructures est soulignée comme une voie prometteuse, apportant une valeur ajoutée aux territoires et aux communautés.

Keynote : exemple d'un partenariat global et long terme pour la décarbonation de l'ensemble des activités en France

Dang TRAN- La Poste Immobilier, Directeur général adjoint

La Poste et EDF ont signé un partenariat stratégique pour décarboner l'immobilier du groupe via le projet "OGE". Face à la grande échelle de leur patrimoine (10 000 sites, 6 millions de mètres carrés), La Poste veut accélérer sa décarbonation. Le Décret tertiaire a été un catalyseur. Le groupe vise une réduction de 90% des émissions carbone et l'atteinte de la neutralité. La stratégie repose sur l'industrialisation, la globalisation, l'engagement et l'accélération. Un contrat de 10 ans renouvelable solidarise les parties. Pour réussir, il faut mobiliser les équipes et identifier les meilleures actions sur chaque site. Le projet représente un investissement de 400 millions et marque une transformation profonde de l'entreprise.

Table Ronde : les nouvelles frontières, les enjeux et solutions de demain pour continuer à accélérer la décarbonation

David MARCHAL, Directeur exécutif adjoint expertises et programmes, ADEME

Fabien NGUYEN, Carrefour, Head of European Energy Purchasing

Frederic EL AHDAB, Directeur Group Industry 4.0 & carbon neutrality FORVIA

Les entreprises comme FORVIA et Carrefour s'engagent fortement dans la décarbonation, soutenues par l'ADEME. FORVIA vise la neutralité carbone d'ici 2045, avec des actions rapides sur les scopes 1 et 2 d'ici 2025. Carrefour, intégrant l'énergie à sa stratégie, solarise ses magasins et s'engage massivement dans les Corporate PPA. Les défis incluent l'optimisation de la production et de la consommation et la répartition des risques contractuels. L'urgence est soulignée, avec une approche de "guerre" pour accélérer la transition. L'ADEME, via des projets comme DETER, soutient les entreprises dans leurs stratégies de décarbonation. Les plans sectoriels et les technologies de rupture, comme l'hydrogène, sont prometteurs. Le label ACT et les programmes d'accompagnement facilitent la justification des engagements envers les acteurs financiers. Enfin, la création de valeur dans une économie de fonctionnalité est un enjeu majeur pour les entreprises en transition.

Table Ronde : quels obstacles réglementaires et quelles politiques publiques pour favoriser l'accélération du déploiement des EnR en France.

Olivier MENUET- Président de SNCF ENERGIE

Dominique JAMME- Directeur général de la Commission de Régulation de l'Énergie

Hermine DURAND- Direction Générale de l'Energie et du Climat

La loi d'accélération des énergies renouvelables adoptée en mars 2023 vise à éliminer les obstacles juridiques entravant les projets ENR. La DGEC a travaillé activement pour mettre en œuvre cette loi, avec des mesures comme la reconnaissance des ENR comme d'intérêt public. La Stratégie française énergie climat, soumise à consultation, s'appuie sur le nucléaire et les ENR pour sortir des énergies fossiles. Pendant la crise, des mesures ont été prises pour stimuler les ENR. La loi APER encourage les contrats de type Corporate PPA, avec un intérêt croissant pour ces contrats. La régulation des réseaux est assurée par la CRE, qui favorise le développement des raccordements intelligents. La SNCF, engagée dans la décarbonation, signe des CPPA et explore de nouvelles technologies comme les trains à batteries et à hydrogène. Les défis réglementaires incluent la réglementation des biocarburants et la fiscalité du gazole ferroviaire.



Le débat des Présidents : comment transformer son entreprise face aux enjeux du changement Climatique et jouer un rôle d'entraînement de sa chaîne de valeur ?

*Alain DESVIGNE, Co-fondateur et CEO d'Amarenco
Jean-François LOISEAU, président d'Axéréal
Xavier ASTOLFI, Directeur général de Cristal Union
François EYRAUD, Directeur Général de DANONE*

Lors de la conférence EnR du 16 janvier 2024, les présidents ont abordé la transformation des entreprises face aux défis climatiques et leur rôle dans la chaîne de valeur. Avec une vision holistique, ils ont souligné l'importance d'une approche coordonnée, impliquant producteurs d'énergie, agriculteurs, transports, consommateurs et partenaires. L'agriculture régénérative est mise en avant pour réduire les émissions de carbone, suivie d'une transition vers des transports plus durables, comme le ferroviaire. Ces changements offrent des avantages économiques à long terme mais nécessitent des investissements initiaux, avec un appel à la normalisation pour réduire les coûts de production. En fin de compte, la transition vers une économie bas carbone est à la fois un défi environnemental et économique, nécessitant des collaborations et des investissements tant du secteur privé que public.

Conclusion officielle de la journée EnR Entreprises.

Emery JACQUILLAT, Président et Fondateur de la Communauté des Entreprises à Mission, Camif

Le fondateur de la communauté des entreprises à mission a souligné la nécessité d'aller au-delà de la transition énergétique et de repenser les modèles économiques. Bien que les outils et technologies soient disponibles, des objectifs sérieux et la levée des freins des entreprises sont nécessaires pour réussir cette transformation. Cependant, le "techno-solutionnisme" présente un défi, illustré par le paradoxe de Jevons, où les progrès technologiques peuvent entraîner une surconsommation des ressources. Un changement sociétal et systémique est requis, impliquant la coopération des États, des citoyens et des entreprises. Les entreprises doivent agir activement en adoptant des pratiques de reporting, de respect des normes et en réaffirmant leur engagement envers des missions sociales et environnementales. Des exemples comme celui de CAMIF illustrent ce changement d'approche. En fin de compte, l'engagement sincère des entreprises est essentiel pour démultiplier les efforts vers une transformation positive

Une fois de plus, la Conférence ENR entreprises a mis en lumière l'avancée des entreprises vers la transition écologique et les responsabilités qui incombent chacun des acteurs de cette transition. Comment prendre en compte les enjeux et obstacles que font face chacune des entreprises et guider son écosystème.

A propos de l'Institut Orygeen

L'Institut Orygeen est une association à but non lucratif présidée par Jean-Paul Torris, dont la mission est d'inciter les industriels à lutter contre le changement climatique. L'association mène différentes actions pour sensibiliser les dirigeants aux enjeux Énergie Climat. Elle valorise le retour d'expérience des entreprises dans le développement des énergies renouvelables et l'atteinte de la neutralité carbone grâce aux conférences EnR Entreprises et H2 Entreprises. Elle partage son expertise avec ses membres à travers le Club des Entrepreneurs pour le Climat, et récompense l'engagement, l'innovation et la persévérance.

Pour plus d'informations : www.institut-orygeen.com – Twitter : @IOrygeen – IN : Institut Orygeen